



## Des confinements à deux vitesses

Des repas à plusieurs centaines d'euros cuisinés par des chefs étoilés dans des appartements recyclés en restaurants clandestins ou en clubs privés. Voilà comment le gratin de la bourgeoisie passe son confinement. Des patrons, des magistrats, des officiers de police, mais aussi des politiciens, députés, voire des ministres ou anciens ministres, s'invitent à table, sans masque. À l'image de Brice Hortefeux, pris la main dans le pot de confiture, qui clame la bonne foi en faisant mine d'avoir cru à la légalité de ces restaurants sélectifs. Nul n'est censé ignorer la loi, sauf les riches et les puissants.

### Confinés d'en haut

Le reportage de M6 sur ces dîners a quand même semé la panique au gouvernement, craignant qu'un des siens ne soit mis en cause. Il peut souffler : aucun n'a été pris sur le fait, et chacun peut prétendre tout ignorer de ces pratiques illégales... tout en affirmant avoir décliné les invitations.

Même mépris au ministère de l'Enseignement supérieur, où des proches de la ministre Frédérique Vidal ont été filmés dansant sans masque à 22 heures dans la cafétéria du ministère. Mais il ne s'agit pas d'une « fête », seulement d'un « moment de convivialité ». Le virus fait donc la différence ? Et la ministre de s'emporter contre la « société de délation ». On ne pourrait donc plus jouir librement de ses privilèges !

C'est pourtant la même ministre qui avait justifié la fermeture des universités en janvier par une supposée incapacité des étudiants à respecter les gestes barrières, épinglant « l'étudiant qui prend un café à la pause, un bonbon qui traîne sur la table ».

### Confinés d'en bas

Pendant que la bourgeoisie échappe aux regards dans ses salons retirés, la police multiplie les interventions contre des restaurants servant derrière le rideau dans les quartiers populaires et disperse, parfois violemment, les barbecues organisés en plein air entre voisins, comme à Creil ou à Saint-Denis.

Un an après le début de l'épidémie, les restrictions pèsent de plus en plus lourd. Tout le monde en a ras-le-bol, et à raison. Mais cela pèse d'autant plus pour les classes populaires, qui vivent dans des appartements exigus, sans cour ni jardin, et n'ont droit qu'à aller au boulot en prenant les transports en commun bondés.

Ce sont les mêmes qui subissent de plein fouet la

fermeture des écoles, se retrouvant du jour au lendemain sans solution de garde, sans même parler d'organiser l'école à la maison. Il est plus facile de se payer une nounou quand on a de l'argent.

### Une société malade

Cette situation est d'autant plus scandaleuse que des solutions contre l'épidémie existent. Mais la vaccination est à la traîne, malgré les élans de communication du gouvernement qui n'a rien imposé aux trusts pharmaceutiques et n'a pas osé toucher au monopole des brevets. Les hôpitaux continuent d'être débordés. Les services de réanimation ont dû encore une fois procéder au tri des malades dans les régions les plus touchées. La saturation des hôpitaux entraîne en prime le report de prise en charge des autres soins, avec tous les risques que cela engendre. C'est comme si rien n'avait changé depuis le premier confinement.

En un an, il y aurait pourtant eu le temps de recruter du personnel, d'ouvrir des lits. C'est tout le contraire qui a été fait, avec la poursuite des coupes budgétaires. Le gouvernement a préféré ignorer les avertissements des soignants. Ses largesses financières et plans de relance sont allés aux grandes entreprises et à leurs actionnaires. La santé et la production de vaccins ont reçu la portion congrue. Résultat : la barre des 100 000 morts du Covid va bientôt être franchie.

Le gouvernement dénonce l'irresponsabilité des jeunes et des classes populaires, tout en fermant les yeux sur les banquets des riches. Mais il est le premier responsable de cette situation qui s'éternise, parce que la priorité a été mise à la sauvegarde des profits des grands groupes. Pour défendre leurs propres intérêts et imposer d'autres choix, les travailleurs ne peuvent compter que sur leur force collective.

## **Les Renault font le siège**

Pari réussi malgré le confinement. Jeudi 8 avril, 300 personnes ont manifesté devant le siège social de Renault à Boulogne pour protester contre les suppressions d'emplois et l'externalisation de la maintenance des moyens d'essais de l'Ingénierie. Le gros des manifestants était composé de salariés de Lardy, Guyancourt et Aubevoye, ainsi que de la fonderie MBF de Saint-Claude (Jura) en redressement judiciaire et qui a comme client Renault et PSA. Un début de riposte collective à la casse sociale.

## **Les experts, c'est nous**

Le 29 mars, les élus des Comités Sociaux et Économiques (CSE) de Lardy et Guyancourt ont voté une expertise sur l'externalisation de la maintenance des moyens d'essais. Le cabinet Sextant, désigné par les CSE, a un mois pour rendre son rapport. Et après ? Le CCSE de Renault avait aussi voté une expertise en 2020 sur le plan d'économie. Elle n'a pas empêché De Meo de lancer son plan de 4600 suppressions d'emplois. Seule une forte mobilisation pourrait stopper ces suppressions d'emplois.

## **Le cost killer de l'Ingénierie**

Interrogé si d'autres externalisations étaient prévues en plus de celle de la maintenance, Gilles Le Borgne a répondu qu'il « ne s'interdit rien ». Quand elle était Directrice Générale de Renault par intérim, Clotilde Delbos avait aussi déclaré n'avoir aucun tabou... avant de fermer Choisy. Tous les salariés de l'Ingénierie/Tertiaire sont donc prévenus.

## **Un petit coup d'œil et puis s'en va**

Lors de sa grande messe de jeudi dernier, Gilles Le Borgne est resté droit dans ses bottes sur l'externalisation de la maintenance. Le contrat de 3+2 ans passé avec la société repreneuse, P2M, serait même une chance, car « *qui peut savoir s'il aura du travail dans 5 ans ?* » En tout cas, lui ne sera plus à Renault où il compte rester 4/5 ans... après avoir supprimé des milliers d'emplois et touché un gros chèque.

## **Postes supprimés : RCC-le-feu**

La direction supprime des postes à tout-va : 297 à la DEA-T, 41 à l'Après-Vente... De nombreux salariés sont mis de force en mobilité : à charge pour eux de retrouver un poste ailleurs... ou d'opter pour la Rupture Conventionnelle Collective (RCC). Il serait temps de stopper ce plan social déguisé.

## **Gare au refus de priorité**

Comme la RCC ne fait pas recette, la direction a allongé la priorité de réembauche de six mois à un an. Elle est prioritaire, pas obligatoire. Et si le salarié, vu ses compétences et les besoins de Renault, était déjà classé « gris » avant de partir, un an plus tard, cela ne va pas s'arranger : il sera sur liste noire.

## **Le temps est au gris**

Encore une idée de la direction pour trouver des candidats à la RCC décidément peu populaire : élargir le nombre des salariés éligibles (cases grises du tableau des compétences) de 10 331 à 11 682 dans l'Ingénierie et le Tertiaire. La direction avait juré que les postes « bleus » seraient une forteresse. C'est plutôt un château de sable.

## **Luca d'espèces**

L'AG des actionnaires de Renault se tiendra le 23 avril à huis clos. Au programme, le vote à distance du salaire de Luca De Meo pour 2021 : 1,3 millions d'euros de part fixe, 1,95 millions de part variable et 75 000 actions gratuites, soit au cours actuel de l'action 6 millions d'euros au total. Et dire qu'on croyait que Renault n'avait plus d'argent.

## **Un conseil à ne pas suivre**

Les actionnaires de Renault devront aussi nommer ou renouveler le mandat des membres du conseil d'administration. La plupart de ces administrateurs ont œuvré sous Ghosn, et approuvé la « renaulution » de De Meo et ses milliers de suppressions d'emplois. Ce conseil d'administration ne représente ni les salariés, ni la population, mais ces actionnaires de Renault dont la majorité sont anonymes : des fonds spéculatifs, des banques, des grosses fortunes qui s'enrichissent sur le travail des salariés.

## **La direction passe à l'action**

En 2020, Renault « *a affecté 1 270 000 actions à l'objectif de mise en œuvre de tout plan d'attribution gratuite d'actions [...] destinés aux salariés et dirigeants de la Société* » lit-on dans la 20<sup>ème</sup> résolution de la brochure de convocation de l'AG des actionnaires. La brochure ne cite pas les noms des salariés et dirigeants bénéficiaires des actions gratuites, alors que les salaires sont gelés. Il va falloir ouvrir les livres de compte !

## **L'action de grasse**

« C'est la crise » nous dit-on sur tous les tons. Sauf que l'action Renault a doublé depuis le premier confinement, comme le cours moyen du CAC 40. Forcément : les sacrifices imposés aux salariés, ça rassure les traders et les grosses fortunes pour lesquelles ils officient.

## **Location fait le larron**

La Dacia Spring sera louée en exclusivité par Leclerc suite à un partenariat avec Renault. Pendant ce temps, Renault met en vente ses succursales à RRG. Les 1200 salariés visés par ces cessions en 2021 n'auront qu'à trouver du travail chez Leclerc.

Sur le web : [etincelle-technocentre.com](https://www.etincelle-technocentre.com)  
[facebook.com/etincelle.technocentre](https://www.facebook.com/etincelle.technocentre)